

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : MDE 21/012/2007 (Public)
Bulletin n° 119
ÉFAI
25 juin 2007

Autorité palestinienne. Amnesty International renouvelle son appel en faveur de la libération d'Alan Johnston

Amnesty International est vivement préoccupée par les menaces persistantes qui pèsent sur la vie d'Alan Johnston, qui a disparu depuis plus de cent jours. Il a été enlevé le 12 mars 2007 à Gaza par un groupe palestinien se faisant appeler « Armée de l'Islam ». L'organisation lance de nouveau un appel à ses ravisseurs afin qu'ils libèrent immédiatement Alan Johnston, et demande au président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et aux dirigeants du Hamas (Mouvement de la résistance islamique), qui contrôlent actuellement Gaza, de redoubler d'efforts afin d'obtenir sa libération.

Le 24 juin, l'« Armée de l'Islam » a diffusé une nouvelle vidéo dans laquelle on peut voir le journaliste de la BBC Alan Johnston. Il porte ce qu'il indique être une ceinture d'explosifs et fait savoir que ses ravisseurs ont menacé de la faire exploser si la cache où il est détenu est prise d'assaut lors d'une opération qui viserait à obtenir sa libération.

Alan Johnston déclare dans la vidéo : « *La situation est maintenant très sérieuse. Comme vous pouvez le voir, je porte une ceinture d'explosifs qui, disent les ravisseurs, sera activée si on tente de prendre d'assaut les lieux.* » Il ajoute : « *Les ravisseurs m'indiquent que des négociations très prometteuses ont été irrémédiablement gâchées lorsque le mouvement du Hamas et le gouvernement britannique ont décidé de faire pression pour obtenir une solution militaire à cet enlèvement.* »

On pense que cette vidéo constitue une réponse à un ultimatum lancé par Ismaïl Haniyeh. Le Premier ministre palestinien récemment limogé – mais dont le parti, le Hamas, contrôle de fait la bande de Gaza – avait déclaré un peu plus tôt dans la journée : « *Nous n'accepterons pas que la détention du journaliste britannique se poursuive. Cela doit cesser.* »

Les prises d'otages constituent une grave violation du droit international que rien ne peut justifier. Amnesty International exhorte les ravisseurs d'Alan Johnston à le libérer immédiatement.

Complément d'information

Les enlèvements et autres actes criminels perpétrés par des bandes et des groupes armés palestiniens, en particulier dans la bande de Gaza, découlent de l'incapacité de l'Autorité palestinienne ces dernières années à garantir l'état de droit et à lutter contre l'impunité.

Quelque 350 Palestiniens, parmi lesquels de très nombreux civils non armés qui se trouvaient là par hasard, ont été tués ces six derniers mois dans la bande de Gaza lors d'affrontements entre des groupes palestiniens armés rivaux et des unités des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, soutenant pour certaines le parti du président Abbas, le Fatah, pour d'autres celui de l'ancien Premier ministre Ismaïl Haniyeh, le Hamas.

Les affrontements armés qui font rage entre les deux camps depuis la victoire du Hamas aux élections législatives du début de l'année 2006 ont atteint en juin un niveau sans précédent. Après une semaine de

violents combats, les militants du Hamas ont pris le contrôle de toutes les installations des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, ainsi que d'autres bâtiments officiels dans la bande de Gaza.

Le président Abbas a alors démis Ismaïl Haniyeh de ses fonctions de Premier ministre, a dissous le gouvernement, déclaré l'état d'urgence et nommé un gouvernement d'exception dirigé par l'ancien ministre des Finances, Salam Fayyad. Le Hamas contrôle toujours cependant la bande de Gaza, et le nouveau gouvernement n'exerce son autorité que sur la Cisjordanie.

En raison de la situation de chaos et de quasi-paralysie dans laquelle se trouve le système judiciaire de l'Autorité palestinienne, les groupes armés palestiniens des deux camps qui commettent des violations des droits humains restent le plus souvent impunis. Le gouvernement d'exception dirigé par le Fatah n'a pas encore pris les mesures nécessaires pour mettre un terme à cette situation anarchique.